

Aux organisations membres du “*Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens*”

CherEs camarades

Depuis neuf jours, l'armée israélienne mène une nouvelle campagne de terreur contre le peuple palestinien. A ce jour, on compte déjà plus de 210 victimes – principalement civiles -, 1500 blesséEs. Selon l'ONU, il y aurait aussi plus de 20 000 réfugiéEs. Loin de s'arrêter, l'offensive israélienne semble devoir se radicaliser dans les prochains jours.

En France et dans le monde, l'indignation monte face à ces exactions. Nous nous en félicitons. Le NPA se situe pleinement avec les milliers de travailleurs, de jeunes qui ont déferlé à Paris et dans toute la France pour dénoncer la terreur sioniste depuis la semaine passée. Il n'a cessé de rappeler l'importance de la solidarité internationale pour soutenir la lutte du peuple palestinien.

Nous constatons aussi, sans surprise, que ce mouvement se heurte aux positions de la diplomatie française et à celles de Fr. Hollande. On sait que ce dernier a été jusqu'à commettre un communiqué de soutien au “droit d'Israël à se défendre” sans la moindre référence aux victimes civiles des bombardements. Tout au plus a-t-il ensuite exprimé son souhait que l'armée israélienne fasse preuve “de mesure”. Ceux qui scandent “*François Hollande, complice !*” ont donc bien raison de le faire.

Lors de la manifestation du 13 juillet, des incidents ont éclaté, opposant les habituels nervis sionistes à des jeunes manifestants solidaires de la cause palestinienne. La responsabilité écrasante de la “*Ligue de Défense Juive*” est désormais établie. Pourtant, depuis la soirée du 13 juillet, toute une campagne est menée depuis le sommet de l'État pour éviter “*d'importer en France le conflit israélo-palestinien*” La fonction de cette campagne est évidente : il s'agit d'interdire autant que possible au mouvement de solidarité avec les palestiniens de s'exprimer.

Cette politique du gouvernement vient d'aboutir à envisager d'interdire la grande manifestation prévue samedi 19 juillet à Paris. Tout ceci n'est évidemment pas acceptable. **Au nom de “violences” dont les responsables sont parfaitement connus, on voudrait restreindre un droit fondamental, le droit de manifester !** La manœuvre du gouvernement Hollande-Valls est évidente, et ni le mouvement de solidarité ni le NPA n'entendent se plier à de tels diktats.

Dans ces conditions, le risque est grand que la manifestation du 19 ne puisse se tenir dans des conditions satisfaisantes. Il est donc indispensable de tout faire pour obliger le gouvernement à revenir sur sa décision scandaleuse.

Le NPA n'ignore pas les divergences qui nous séparent de nombre d'organisations du collectif. Mais nous n'entendons imposer notre opinion à quiconque. Nous voulons faire en sorte que le mouvement de solidarité soit le plus large possible. A ceci s'ajoute désormais la nécessité de défendre un droit fondamental, celui de manifester.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous. Par votre présence dans la rue samedi, à nos côtés, vous aiderez à protéger la manifestation, à faire qu'elle puisse se tenir. Nous vous demandons donc d'appeler nettement, clairement, sans ambiguïté, à manifester samedi.

Soyons tous ensemble dans la rue samedi pour affirmer notre solidarité avec le peuple palestinien, pour l'arrêt immédiat des bombardements et de l'opération “Barrière de protection” !

Avec nos salutations internationalistes

Pour le NPA
Sandra Demarcq 0684491242